

Unité départementale du Rhône  
5 Place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 18/05/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/01/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Polytechnyl PI (Polyamide Intermediaire)**

Avenue Ramboz  
BP 103  
69190 Saint-Fons

Références : UDR-CRT-26-20-HD  
Code AIOT : 0006103725

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2026 dans l'établissement Polytechnyl PI (Polyamide Intermediaire) implanté AVENUE ALBERT RAMBOZ BP 103 69190 Saint-Fons. L'inspection a été annoncée le 19/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite au courrier de notification de cessation partielle d'activité en date du 30 septembre 2025, l'exploitant a fait une demande de restitution des garanties financières Seveso Seuil haut par courrier du 15 décembre 2025.

L'inspection des installations classées a donc réalisé une visite d'inspection le 16/01/2026 afin de s'assurer de l'absence d'activités autorisées avec servitudes sur le site et de contrôler l'obligation de garanties financières applicable.

Seules les activités correspondantes à la rubrique 4711-1 sont soumises à garanties financières, ainsi l'exploitant a fait parvenir l'ATTES SECUR de la rubrique ICPE n°4711 de l'établissement Polytechnyl

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Polytechnyl PI (Polyamide Intermediaire)
- AVENUE ALBERT RAMBOZ BP 103 69190 Saint-Fons
- Code AIOT : 0006103725
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Polytechnyl exploite sur la plate-forme de Belle-Etoile à Saint-Fons deux installations classées pour la protection de l'environnement : une usine, dite Polytechnyl Polyamides Intermediates (PI) spécialisée dans la synthèse du polyamide, objet du présent rapport, et une usine, dite Polytechnyl Engineering Plastics (EP), spécialisée dans la polymérisation de sel nylon. Polytechnyl PI est autorisée par l'arrêté préfectoral du 10 novembre 1998 modifié à effectuer des activités de synthèse de chimie et notamment de polymères polyamides et de divers intermédiaires associés.

A noter que le tribunal des activités économiques de LYON a prononcé le redressement judiciaire de La société PolyTechnyl par jugement du 08/01/2026,

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                  | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1  | Garanties financières dites "déchets / pollution " | Arrêté Préfectoral du 10/11/1998, article 1.10  | Sans objet        |
| 2  | Garanties financières dites "Seveso"               | Arrêté Préfectoral du 10/11/1998, article 1.9   | Sans objet        |
| 3  | Levée de l'obligation de garanties financières     | Arrêté Préfectoral du 10/11/1998, article 1.9.8 | Sans objet        |
| 4  | Déchets  | Arrêté Préfectoral du 10/11/1998, article 5.4.2 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats établis le 16/01/2026, l'installation ne figure plus sur la liste prévue à l'article L. 515-36 et n'est donc plus tenue de constituer des garanties financières.

L'inspection a attendu la réception de l'ATTES SECUR de la rubrique ICPE n°4711 de l'établissement Polytechnyl PI du 23/04/2026 pour proposer l'abrogation de l'obligation de garanties financières applicable à l'établissement.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport propose d'abroger les dispositions des articles 1.9 et 1.10 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 1998 modifié relatives aux garanties financières.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Garanties financières dites "déchets / pollution "**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/1998, article 1.10   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières dites "déchets / pollution "  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>1.10 - Garanties financières relatives à la mise en sécurité des installations<br>1.10.1 La société RI-IODIA Opérations Belle-Etoile est tenue de constituer des garanties financières visant à la mise en sécurité de ses installations situées avenue Ramboz à Saint Fons et pour partie à Feyzin.<br>1.10.2 : Objet des garanties financières<br>Les garanties financières définies ci-dessus s'appliquent, conformément à l'article R. 516-1 5° du Code de l'Environnement, pour les activités suivantes<br>.....  |
| <b>Constats :</b><br><br>Suite à la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte, le décret d'application du 06/07/2024 est entré en vigueur le 8 juillet 2024.<br>Celui-ci précise dans son article 64 que <i>"Les dispositions des arrêtés préfectoraux qui ont prescrit antérieurement au 25 octobre 2023 la constitution de garanties financières pour les installations mentionnées au 5° du R. 516-1, dans sa rédaction en vigueur à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont abrogées. ...."</i><br>Il a ainsi rendu caduque les dispositions relatives aux garanties financières dites "déchets / pollution " prises par arrêté préfectoral.<br>Les dispositions de l'article 1.10 sont donc abrogées. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 2 : Garanties financières dites "Seveso"**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/1998, article 1.9  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières dites "Seveso"  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour aux activités autorisées avec servitudes listées en article premier.<br>.... 4711-1 Composés de nickel sous forme pulvérulente ....<br>Montant total des garanties à constituer : 726 000 € TTC sur la base de l'indice TP 01 en vigueur au 21/02/2025 (130,6)   |
| <b>Constats :</b><br><br>Par courrier en date du 30 septembre 2025, l'exploitant a informé de la cessation partielle d'activité dont les activités relevant de la rubrique ICPE n°4711 relative au stockage de composés de nickel sous forme pulvérulente.<br>Par courrier du 15 décembre 2025 l'exploitant informe l'inspection que le produit concerné a été retiré le 11 décembre 2025 en fournissant le bordereau de transport confirmant l'enlèvement de 18,6 tonnes d'alliage Ni+Cr23.<br>L'inspection constate que les quantités résiduelles de produits présentes sur site (environ 300 kg) |

correspondent aux fûts déplombés en attente d'évacuation et que l'exploitant a classé ce reliquat en déchet dangereux.

L'inspection a contrôlé l'état des stocks concernant la rubrique ICPE n°4711. Cet état est nul.

L'inspection constate que les 300 kg de composés de nickel sous forme pulvérulente figure bien à l'état des stocks des déchets dangereux de l'exploitant. L'Inspection a vu a posteriori l'avis du 15 avril 2026 d'EuroMetPL, concernant le traitement de l'alliage de nickel et note que ce reliquat a été évacué le 19 février 2026 via un accord transfrontalier.

Enfin, la visite de terrain a permis de constater :

- l'absence de composés de nickel sous forme pulvérulente dans le magasin SG88 où ce produit était initialement stocké ;
- l'absence de composés de nickel sous forme pulvérulente dans la zone de stockage de l'atelier de production d'hexaméthylène diamine (HMD) : BHC ;
- la présence des fûts dans la zone d'entreposage des déchets dangereux (magasin SG 54).

Au regard de ces constats l'installation ne figure plus sur la liste prévue à l'article L. 515-36 et n'est donc plus soumise à garanties financières. Les dispositions de l'article 1.9 peuvent donc être abrogées

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Levée de l'obligation de garanties financières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/11/1998, article 1.9.8

**Thème(s) :** Situation administrative, Levée de l'obligation de garanties financières

#### **Prescription contrôlée :**

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R 512-74 à R 512-76, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

#### **Constats :**

L'inspection constate que :

1. la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières a été notifiée le 30 septembre 2025, et que l'exploitant a envoyé l'ATTES SECUR de la rubrique ICPE n°4711 de l'établissement Polytechnyl PI le 23 avril 2026;
2. d'après l'article 1.9 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 1998 modifié seules les activités correspondantes à la rubrique 4711-1 sont soumises à garanties financières,
3. que le magasin SG88 ne contient plus de composés de nickel sous forme pulvérulente et que l'atelier BHC : production d'hexaméthylène diamine (HMD) à base d'adiponitrile (ADN) est à l'arrêt,

|   |
|---|
| <p>4. que le reliquat de composés de nickel sous forme pulvérulente (environ 300 kg) classé déchet dangereux par l'exploitant a été évacué.</p> <p>Dès lors, la surveillance et le maintien en sécurité de l'installation et les interventions en cas d'accident ou de pollution n'ont plus lieu d'être.</p> <p>Ces constats valent procès-verbal de récolement, l'obligation de garanties financières sera levée par arrêté préfectoral.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport abroge les dispositions concernant les garanties financières de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 1998 modifié.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 4 : Déchets**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/1998, article 5.4.2</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures seront prises pour réduire la durée et la quantité de déchets stockés sur le site au minimum technique permettant une gestion interne cohérente.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des stocks des déchets dangereux et les observations faites sur le terrain montrent que l'exploitant n'accumule pas de déchets dangereux.</p>                           |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |